

Jean-Claude Milner: "Hollande et DSK ont un projet européen de type impérial"

Par Eric Aeschimann

Publié le 25-07-2015 à 16h26

Dans la crise grecque, la France s'est présentée comme une médiatrice. En réalité, selon le philosophe, elle poursuit un rêve d'expansion. Entretien.



BibliObs. Comment avez-vous perçu l'accord européen sur la Grèce ?

Jean-Claude Milner. Beaucoup de questions me sont venues à l'esprit. Je me suis rappelé la chute de Robespierre; le seul adversaire qu'il ait jugé digne de nommer, le 9 Thermidor, était Cambon. Celui-ci, déjà expert reconnu des finances publiques, proposait, pour équilibrer le budget, de cesser de payer les rentes viagères garanties par l'Etat. Robespierre considérait que c'était le meilleur moyen de retourner ce que nous appellerions les classes moyennes contre la révolution. A travers Cambon, il visait la prise de pouvoir des experts au détriment des politiques et des peuples. Il l'a payé cher.

La Grèce avait une dette financière à l'égard de ses créanciers extérieurs et une dette **politique** (<http://temps-reel.nouvelobs.com/tag/politique>) à l'égard de ses citoyens. Les experts lui ont imposé de privilégier les premiers contre les seconds. Les dettes ne sont jamais égales entre elles; on en choisit une plutôt que l'autre. Cambon, en véritable ancêtre des experts modernes, avait choisi d'annuler la dette due aux créanciers les moins capables de se défendre.

C'est ce qui va se passer maintenant: les contribuables grecs et étrangers en seront pour leurs frais. Le plus beau, c'est que ni les uns, ni les autres n'avaient décidé de devenir des créanciers de l'état grec. Les Grecs n'avaient pas le choix et les autres n'ont pas été consultés.

Deuxième fait: le référendum. On a parlé de recours au peuple, de démocratie, etc. La vérité, c'est que la croyance européenne se pense elle-même comme réservée aux élites sociales et intellectuelles; à ses yeux, le citoyen ordinaire, étant à peine sorti de l'animalité, raisonne naturellement en termes de horde primitive; cela est d'autant plus vrai qu'il est marqué par ces religions animales que sont le catholicisme romain ou l'orthodoxie.

Dans ces troupes, le suffrage universel est d'avance suspect et les bergers ne devraient le consulter que s'ils sont sûrs d'avance qu'en sortira le bon choix. Or, Tsipras a trahi la cause des bergers. Selon moi, cette trahison était une pure et simple feinte, destinée à sa faire mieux accueillir dans le cénacle. Il considère les bergers européens comme une bande de brigands et il les traite en conséquence. En vrai descendant d'Ulysse, il pense qu'on ne doit négocier qu'après avoir montré qu'on sait ne pas tenir ses engagements. A qui Tsipras a-t-il menti? A tout le monde, mais à la fin, c'est le marché qui gagne.

Alors que tout le monde se focalise sur le retour de la puissance allemande, vous attirez l'attention sur le rôle de la France. Contrairement aux apparences, son attitude ne relèverait pas seule-

ment de la conciliation bienveillante: c'est un agenda d'expansion qui serait à l'oeuvre.

Deux événements se sont produits. François Hollande a développé des propositions sur l'Europe et DSK a publié une lettre ouverte. Ces deux événements sont pratiquement simultanés; les propositions de l'un et de l'autre se font écho; elles sont manifestement le fruit de réflexions attentives. Y a-t-il eu concertation ou non ? Je l'ignore, mais le résultat est là : du plus haut niveau de l'appareil d'Etat français, une doctrine nouvelle de l'Europe a été élaborée.

Celle de François Hollande propose de disjoindre l'eurozone et l'Europe des traités. L'eurozone serait régie par un directoire d'Etats-nations, où la décision reviendrait en dernière instance au couple franco-allemand. En fait, il refonde l'Europe en la recentrant sur le continent européen. Même si la Grande-Bretagne, contre toute attente, adoptait l'euro, elle serait appelée à se soumettre au couple franco-allemand.

Quand on laisse de côté les ritournelles sur la réconciliation et la paix, le couple franco-allemand tire sa légitimité de sa complémentarité: la France est l'Etat militairement le plus fort et le plus actif de l'eurozone, alors que son économie, sans être sous-développée, connaît des difficultés; l'Allemagne est l'Etat économiquement le plus fort de l'Eurozone, alors que son armée, sans être faible, ne dispose pas de la puissance nucléaire et limite volontairement sa capacité d'intervention.

Sur ces bases, le couple franco-allemand a vocation à devenir un acteur géopolitique économiquement et militairement fort; sous son impulsion, l'eurozone peut et doit s'étendre à de nouveaux territoires. Parlons net: il s'agit d'un programme de type impérial.

L'eurozone ressemble à s'y méprendre à l'Europe napoléonienne du blocus continental. Le couple franco-allemand unit trois figures: Louis XIV pour la France et, pour l'Allemagne, les deux Frédéric - le Frédéric II médiéval célébré par l'historien Kantorowicz et le Frédéric II de Voltaire. L'eurozone ainsi conçue devrait peser sur le Proche et le Moyen-Orient; l'armée française lui assure une place en Afrique subsaharienne; la puissance économique allemande lui promet une influence sur l'Europe centrale et sur la Baltique.

Certes, la rhétorique est là, toute prête, pour dissimuler le caractère impérial et expansionniste du programme. On ne parle pas d'annexion par l'Eurozone, mais d'intégration à l'Eurozone, fondée sur le volontariat; on ne parle pas de gloire militaire, mais de prospérité; on ne parle pas de guerre, mais de paix; enfin et surtout, le principe d'expansion n'est pas matériel, mais spirituel : il s'agit des valeurs.

Dans une telle vue, l'Eurozone n'a qu'un adversaire direct: la Russie. Bien davantage que de pseudo-raisons humanitaires, cela explique la distance que François Hollande marque à l'encontre de Poutine, attitude surprenante, qui rompt avec une tradition diplomatique bien établie depuis De Gaulle.

La lettre ouverte à des amis allemands de Dominique Strauss-Kahn dit les choses de façon encore plus nette, soulignez-vous.

Après des développements très sublimés sur la culture européenne, après des citations d'Érasme, Habermas et Cioran, la conclusion de la lettre de DSK est remarquable. DSK détermine, pour le couple-franco allemand, un espace géopolitique dont la Méditerranée serait le lac intérieur. Il mentionne comme limites l'Oural et les sables du Sahara. Cela implique que toutes les rives nord, sud, est de la Méditerranée soient soumises au couple franco-allemand. En fait, on retrouve le *mare nostrum* de l'Empire romain. Ainsi se combinent deux modèles d'Empire: l'empire romain et l'empire de Charlemagne, qui s'étend à l'Europe du nord.

A cela s'ajoute en filigrane l'empire colonial français. De façon très étonnante, et qui n'a guère été relevée, la lettre de DSK s'achève sur trois références littéralement impériales. Je le cite:

Alexandre, Napoléon, nos folles ambitions coloniales ont cru construire cette unité par la force des armes. La méthode, cruelle et détestable, a échoué mais l'ambition était fondée. Elle le demeure.

Si l'on prend au sérieux ces références, l'expansion promise inclut un espace qui, vers l'Est, va jusqu'à l'Inde et, vers le Sud, inclut pratiquement tout le continent africain.

L'Allemagne n'aurait pas donc de désir d'expansion ? Pourtant, par le passé, elle a multiplié annexions, Anschluss et occupations, parlant sans cesse d'«espace vital»...

Parlons d'abord de l'Allemagne actuelle. Je pense qu'elle ne raisonne pas en termes de territoires, mais d'influence. C'est pourquoi elle n'avait pas d'objection à voir la Grèce quitter l'eurozone: même soustrait à la monnaie commune, le territoire grec serait demeuré sous son influence économique.

La France au contraire raisonne en termes territoriaux, sans doute parce qu'elle se pense comme la puissance militaire de l'eurozone. Or, du point de vue militaire, le territoire grec est décisif, surtout si l'on considère la possibilité que la Russie l'intègre à sa propre zone d'influence.

Maintenant, revenons au passé; l'Allemagne a à son actif une liste d'annexions, c'est vrai, mais on notera que celles-ci dépendent à ses yeux d'un droit que j'appellerais le droit de la langue: l'Alsace fait partie de l'Allemagne à cause du caractère germanique de sa langue; même raisonnement, a fortiori, pour l'Autriche.

Mais considérez l'Allemagne de 1914; elle n'incluait aucune annexion dans ses buts de guerre. L'Allemagne hitlérienne, au plus fort de sa puissance, n'annexe pas la Pologne, la Tchécoslovaquie, la France : elle les occupe, ce n'est pas la même chose.

En comparaison, la France des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles a un passé annexionniste bien plus fourni; qui plus est, les annexions françaises sont indifférentes au fait que les habitants parlent français ou non. Elles dépendent uniquement du rapport de force militaire. Nous ne mesurons pas à quel point la France de Louis XIV a été perçue comme prédatrice; de ce point de vue, Napoléon est apparu comme le continuateur d'une tradition: la France, ennemie du reste de l'Europe.

Si les Européens ont célébré le bicentenaire de Waterloo avec autant d'enthousiasme, alors qu'en France, les victoires napoléoniennes sont oubliées, c'est parce que 1815 marque la fin - définitive, en fait - d'une nation dangereuse.

Tout cela pour dire que, selon moi, l'Allemagne accueillera avec la plus grande méfiance le programme impérial de François Hollande, sans parler du programme hyperbolique de DSK. Elle a payé le prix de ses propres fantasmes d'Empire; elle s'en est délivrée pour le moment. Je la vois mal s'impliquer dans un Empire à deux.

J'ajoute que les bardes français du couple franco-allemand méconnaissent l'existence d'une autre puissance économique, farouchement méfiante à l'égard de la France depuis Louis XIV et de l'Allemagne, depuis Hitler: je parle des Pays-Bas. Les plans de François Hollande et de DSK ont tout pour les inquiéter.

A-t-on raison de pointer une fracture religieuse entre l'Europe du nord, protestante et disciplinée, et l'Europe du sud, catholique (ou orthodoxe) et moins rigoureuse ?

Les représentations sont un facteur objectif. Même si le cliché que vous citez ne signifiait rien, il suffirait qu'il existe dans l'opinion pour qu'il ait des effets. Cela étant dit, on ne peut négliger le fait que le catholicisme n'ait, depuis le XVIII^e siècle, littéralement rien produit qui vaille, que ce soit dans le domaine idéologique ou dans le domaine institutionnel.

Réciproquement, dans un pays majoritairement catholique comme la France, tout ce qui s'est fait d'important et de nouveau s'est fait sans le catholicisme ou l'a trouvé sur sa route comme un ennemi. Que ce soit la Révolution, la forme républicaine de gouvernement, la laïcité, la liberté de penser ou encore l'art et la culture. En revanche, les divers protestantismes, par leurs variations mêmes, sont particulièrement appropriés au mode capitaliste de développement; même si on doit ne leur reconnaître qu'une vertu d'adaptabilité, c'est beaucoup.

Plus qu'à la discipline ou à la rigueur, je crois à la différence entre la culture de la loi et la culture du contrat. La loi appelle la violation de la loi, le contrat appelle l'avenant et la négociation du contrat.

Il est possible que cette différence dépende indirectement de la différence entre le catholicisme et les protestantismes. En tout cas, je constate qu'un pays comme la France répugne à la culture du contrat; étant régi par la loi, il ne peut répondre aux circonstances qu'au rythme de la confrontation avec la loi, ce qui s'appelle, dans la majorité des cas, l'illégalité, le délit, l'infraction tolérée ou pas.

Qu'on le veuille ou non, l'avenir, dans les sociétés industrielles, appartient au contrat, non à la loi. S'il en est ainsi, il ne faut pas s'étonner que le Français soit fondamentalement tenu pour un inadapté. Je n'y vois aucun inconvénient majeur, mais cela ne le qualifie pas forcément pour diriger ou codiriger quoi que ce soit.

Y a-t-il vraiment une «culture européenne», ou est-ce un paravent qu'on utilise pour masquer des ambitions hégémoniques ?

Je ne sais pas ce qu'est une culture. Souvent, j'ai le sentiment que cela ne désigne rien d'autre que notre niveau de vie. En tant que linguiste, je note que, dans cet emploi, le mot reprend l'allemand *Kultur* ; autrefois, les puristes auraient exigé qu'on écrive *civilisation*. Dès lors, *culture* résume, comme une sorte de mot-valise, le couple franco-allemand.

Une question me trouble: est-ce que le terme inclut tout ce que la civilisation européenne a permis ou est-ce qu'on doit filtrer ? Si le terme est inclusif, les camps de la mort font partie de la culture européenne: les victimes sont européennes, les bourreaux le sont, les procédés mis en œuvre dépendent de la technique européenne etc. Mais si on exclut les camps de la mort, on filtre. Qui filtre et au nom de quoi ?

Dans la lettre de DSK, le mécanisme est clair ; les buts géopolitiques étant définis, on appelle *culture* tout ce qui peut les faire passer pour autre chose que des buts et pour autre chose que de la géopolitique.

Que faut-il craindre le plus en Europe : la montée des nationalismes ou celle des oligarchies ?

Il est clair que l'Europe est confrontée au retour des Etats-nations. Nié, condamné, mais constatable. Je dirais même que face aux deux morts-vivants que sont devenues l'Europe des traités et l'eurozone, les Etats-nations apparaîtront bientôt comme porteurs d'avenir. Leur retour ne produira pas nécessairement une montée des nationalismes; au contraire, il permettrait, s'il était accepté et bien conduit, de contrer les nationalismes agressifs. Au passage, je note que tous les nationalismes ne sont pas belliqueux: je songe aux nationalismes danois ou hollandais

Pour reprendre Montesquieu, seul le pouvoir peut arrêter le pouvoir. Puisque l'Europe est un pouvoir, alors il faut que des pouvoirs la limitent. On me dira que le Parlement européen arrête le pouvoir de la Commission ; François Hollande prend soin d'imaginer un Parlement de l'eurozone. (Complètement distinct de l'autre Parlement ? Avec quelles compétences par rapport à lui ? Mystère.)

Mais il faut être clair: pour qu'un pouvoir arrête un pouvoir européen, il faut qu'il ne soit pas de niveau européen, sinon on demeure à l'intérieur de l'oligarchie européenne. A moins de se référer à des instances supra-européennes telles que l'ONU et le Conseil de sécurité - perspective peu engageante -, on ne peut arrêter les pouvoirs de l'Europe qu'en restituant des pouvoirs à des instances infra-européennes. Si on ne le fait pas ou si on le fait de manière déréglée, alors Montesquieu se vengera; on verra que seule une oligarchie arrête une oligarchie. Contre l'oligarchie européenne, se développeront d'autres oligarchies; si celles-ci s'emparent d'un Etat-nation, alors le nationalisme est immanquable.

Plutôt que la direction co-impériale de **François Hollande** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/francois-hollande>), je prévois cette évolution en **Allemagne** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/alle-magne>): un homme comme Schäuble me paraît apte à constituer autour de lui une oligarchie de gestionnaires nationalistes, qui considéreront la France et les Pays-Bas comme des protectorats, l'Europe centrale comme une réserve de main d'œuvre et les pays méditerranéens comme des colonies de vacances.

Y a-t-il quelque chose à apprendre du gouvernement Syriza ? Y voyez-vous une expérience démocratique porteuse d'avenir ?

Je ne vois dans le gouvernement **Syriza** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/syriza>) ni expérience ni démocratie ni avenir. Mais bricolage, oligarchie masquée, passéisme.

On a beaucoup répété la phrase de Valéry Giscard d'Estaing qui aurait dit, au moment de l'adhésion de la Grèce à l'Europe (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/europe>) : «On ne ferme pas la porte à Platon !» Dans la crise actuelle, faut-il prendre en compte le passé philosophique de la Grèce (<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/grece>) ?

Non.

Propos recueillis par Eric Aeschmann